

## 2. Les rémunérations

A. Vue d'ensemble	55
B. Les rémunérations des personnels enseignants de l'Éducation nationale en 2013 en France métropolitaine	59
C. Les rémunérations des personnels non enseignants titulaires de l'Éducation nationale en 2013 en France métropolitaine	67
Annexes	71

### CHIFFRES-CLÉS 2013

---

Salaires nets mensuels moyens en équivalent temps plein annualisé  
Champ : personnels de l'Éducation nationale en France métropolitaine

#### Les personnels enseignants du secteur public : 2 450 € nets

- ▶ Titulaires : 2 470 € nets
  - dans le premier degré : 2 195 € nets
  - dans le second degré : 2 730 € nets
- ▶ Non-titulaires : 1 910 € nets (second degré)

#### Les personnels enseignants du secteur privé : 2 170 € nets

- ▶ Sur échelle de rémunération des titulaires du public : 2 280 € nets
  - dans le premier degré : 1 985 € nets
  - dans le second degré : 2 430 € nets
- ▶ Non-titulaires : 1 600 € nets
  - dans le premier degré : 1 400 € nets
  - dans le second degré : 1 650 € nets

#### Les personnels non enseignants titulaires de l'Éducation nationale (secteur public) : 2 490 € nets

- ▶ personnels de catégorie A : 3 150 € nets
  - ▶ personnels de catégorie B : 2 070 € nets
  - ▶ personnels de catégorie C : 1 590 € nets
-

### SOURCE

Les données annuelles de rémunération sont produites à partir du système d'information sur les agents des services publics (Siasp). Conçu et produit par l'Insee depuis l'exercice 2009, Siasp recense les données sur l'emploi et les rémunérations des agents des trois versants de la fonction publique. Pour la majorité des agents relevant de la fonction publique d'État (FPE), il est alimenté par les fichiers mensuels de paye de l'État, les autres données remontant via les déclarations annuelles de données sociales (DADS).

Le **poste** est l'unité d'observation dans ce système d'information : un poste caractérise l'agent en emploi dans un établissement donné. Au cours d'une même année civile, un agent peut avoir occupé plusieurs postes : par exemple, un enseignant qui a changé d'établissement en cours d'année (remplacement, mutation) ou qui est multi-affecté. Un agent ayant travaillé dans deux établissements différents au cours de l'année aura donc deux postes différents et les variables de rémunération caractériseront chaque poste occupé. Les postes retenus dans ce chapitre pour le calcul des rémunérations sont des « **postes actifs non annexes** » (cf. **Définitions**) qui relèvent du budget du ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement privé sous contrat et très

marginale de quelques établissements publics nationaux. Il s'agit de postes occupés en 2013 par les enseignants du public et du privé sous contrat (titulaires et non-titulaires, hors contractuels admissibles) ainsi que par les non-enseignants titulaires du secteur public de l'Éducation nationale, en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer (hors Mayotte). Les non-enseignants non titulaires en sont exclus, car l'identification de ces personnels dans Siasp est plus malaisée ; les informations les concernant sont en cours d'expertise.

Les rémunérations et les postes sont exprimés en « équivalent temps plein annualisé » (EQTP). En effet, les différences liées à la quotité travaillée rendent difficiles les comparaisons de salaires entre les personnels. Afin de faciliter les comparaisons entre personnels et dans le temps, les rémunérations sont prises en compte au prorata du volume horaire de travail rapporté à celui d'un poste à temps complet sur l'année. Par exemple, un agent ayant occupé un poste durant six mois à 80 % et ayant perçu 10 000 euros compte pour 0,4 EQTP (0,5 année \* 80 %) rémunéré 25 000 euros par an. Par conséquent, les résultats traduisent ce que perçoit en moyenne un agent en poste à temps plein toute l'année.

### DÉFINITIONS

**Poste actif non annexe.** Constitué d'une ou plusieurs périodes de travail d'un agent dans un même établissement, un poste est dit actif lorsqu'au moins une des périodes correspond à des rémunérations d'activité (activités à temps complet, à temps partiel ou au forfait, les cessations progressives d'activité, les congés de maladie ordinaire et les congés de formation). Un poste est non annexe quand, soit le salaire net du poste, indépendamment de sa durée, est supérieur à 3 fois le Smic mensuel net (1 121 € en 2013), soit la durée de la période de travail est supérieure à 30 jours et le nombre d'heures de la période est supérieure à 120 heures et le nombre d'heures travaillées par jour au cours de la période est supérieur à 1,5 heure (conditions simultanément remplies).

**Traitement indiciaire brut (TIB).** Traitement avant tout complément et retenue, obtenu en multipliant l'indice majoré par la valeur du point. L'indice majoré est fonction du niveau de l'échelon atteint dans la grille indiciaire du corps-grade d'appartenance.

**Salaire brut (SB).** Il s'obtient en ajoutant au TIB

pris le paiement des heures supplémentaires) ainsi que les indemnités diverses comme l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement.

**Primes et rémunérations annexes.** Elles incluent les indemnités représentatives de frais, les montants liés au rachat de jours épargnés au titre du compte épargne temps, les primes présentant un lien particulier avec un élément statutaire ou indiciaire, les primes fonctionnelles, de mobilité et à dimension territoriale, la prime liée à la garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) ainsi que les rémunérations pour heures supplémentaires.

**Salaire net (ou net de prélèvements sociaux).** Salaire que perçoit effectivement le salarié. Il s'obtient en retranchant du salaire brut les cotisations sociales salariales (cotisations vieillesse, maladie, solidarité chômage), la contribution sociale généralisée (CSG) et la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS).

Les postes se répartissent comme suit :

	Hommes			Femmes			Ensemble	
	EQTP	Postes	% postes à temps partiel	EQTP	Postes	% postes à temps partiel	EQTP	Postes
<b>Enseignants du 1<sup>er</sup> degré public</b>	<b>60 511</b>	<b>69 578</b>	<b>4,0</b>	<b>255 413</b>	<b>311 210</b>	<b>14,9</b>	<b>315 925</b>	<b>380 788</b>
Titulaires	60 453	69 486	4,0	255 302	310 978	14,9	315 755	380 464
Professeurs des écoles	59 154	68 013	3,9	251 407	306 459	14,8	310 560	374 472
<b>Enseignants du 2<sup>nd</sup> degré public</b>	<b>154 287</b>	<b>179 699</b>	<b>8,7</b>	<b>210 729</b>	<b>252 537</b>	<b>17,6</b>	<b>365 016</b>	<b>432 236</b>
Titulaires	142 635	158 577	5,3	195 353	222 482	14,2	337 988	381 059
Professeurs agrégés	22 314	24 850	5,4	23 283	26 429	12,3	45 597	51 279
Certifiés et professeurs d'EPS	88 242	98 329	5,4	142 012	162 055	15,1	230 254	260 384
Professeurs de lycée professionnel	28 543	31 549	4,7	27 081	30 659	10,7	55 624	62 208
Non-titulaires	11 652	21 122	34,6	15 376	30 055	43,1	27 028	51 177
<b>Enseignants du 1<sup>er</sup> degré privé</b>	<b>3 853</b>	<b>4 562</b>	<b>11,6</b>	<b>37 546</b>	<b>48 203</b>	<b>23,2</b>	<b>41 399</b>	<b>52 765</b>
Détenteurs d'un contrat définitif	3 503	3 838	6,7	33 814	39 118	16,0	37 317	42 956
Professeurs des écoles	3 418	3 742	6,6	32 819	37 843	15,7	36 237	41 585
Non-titulaires	350	724	37,6	3 732	9 085	53,9	4 082	9 809
<b>Enseignants du 2<sup>nd</sup> degré privé</b>	<b>28 499</b>	<b>35 304</b>	<b>20,5</b>	<b>55 932</b>	<b>70 115</b>	<b>26,7</b>	<b>84 431</b>	<b>105 419</b>
Détenteurs d'un contrat définitif	23 049	25 425	10,6	45 561	51 061	17,1	68 610	76 486
Professeurs agrégés	1 392	1 501	7,1	1 309	1 434	12,6	2 702	2 935
Certifiés et professeurs d'EPS	16 812	18 652	10,8	36 003	40 534	17,3	52 815	59 186
Professeurs de lycée professionnel	3 746	4 019	8,6	5 995	6 511	13,5	9 741	10 530
Non-titulaires	5 450	9 879	45,7	10 371	19 054	52,2	15 821	28 933
<b>Non-enseignants titulaires</b>	<b>25 257</b>	<b>28 916</b>	<b>3,8</b>	<b>71 134</b>	<b>81 452</b>	<b>17,5</b>	<b>96 391</b>	<b>110 368</b>
DIEO	12 887	15 319	3,0	18 797	21 975	6,9	31 684	37 294
ASS	8 542	9 569	4,7	47 463	54 119	21,1	56 005	63 688
ITRF	3 828	4 028	4,5	4 875	5 358	25,1	8 703	9 386
<b>Ensemble</b>	<b>272 407</b>	<b>318 059</b>	<b>8,6</b>	<b>630 754</b>	<b>763 517</b>	<b>17,7</b>	<b>903 162</b>	<b>1 081 576</b>

► Champ : France entière (sauf Mayotte)

► Source : Insee, système d'information Siasp. Traitement DEPP.

## A. Vue d'ensemble

### 1. Généralités sur les salaires (France entière)

En 2013, en France (hors Mayotte), le salaire net mensuel moyen en équivalent temps plein (EQTP) d'un agent du ministère de l'Éducation nationale (sans les non-titulaires non enseignants) s'élève à 2 460 euros (**Tableau 2.1**). Il s'agit de la rémunération perçue par un agent occupant son poste à temps plein toute l'année ou celle que percevrait un agent à temps partiel s'il travaillait à temps plein toute l'année.

Un agent titulaire a perçu, en 2013, un salaire net mensuel moyen en EQTP de 2 500 euros. Ce niveau est représentatif de celui des agents de catégorie A, très majoritaires au ministère compte tenu du poids des enseignants. Les agents de catégorie B touchent en moyenne 2 070 euros nets par mois et ceux de catégorie C 1 620 euros.

Le traitement indiciaire brut (TIB) constitue l'élément prépondérant du salaire brut : il en représente 86 %,

tous personnels confondus, dont 86 % pour ceux de catégorie A, 81 % pour les catégories B et 83 % pour les catégories C. Concernant les titulaires, plus de 600 euros de différence de TIB (mensuel) séparent la catégorie A de la B, et plus de 400 la B de la C.

Les primes constituent l'autre composante significative du salaire brut (12 %). De niveau très proche entre la catégorie A et B, autour de 400 euros, elles s'établissent à presque 300 euros pour la catégorie C. Elles sont donc relativement neutres dans la différenciation salariale entre catégories, contrairement au TIB. Enfin, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement représentent en moyenne 2 % du salaire brut.

Les salaires moyens des enseignants se distinguent très peu par construction de ceux de l'ensemble des personnels de catégorie A. Ce n'est que dans le détail

par corps des enseignants (partie B) et des non-enseignants (partie C) que des différences sont relevées.

Le détail par corps est également nécessaire pour mesurer les écarts de salaires entre hommes et femmes, qui sont, à un niveau très agrégé, liés au poids inégal de chaque sexe dans les différents corps : dans le secteur public, les femmes représentent 69,1 % des effectifs en équivalent temps plein (EQTP) et perçoivent 66,8 % des rémunérations nettes.

La localisation de l'emploi, en France métropolitaine ou dans les DOM, constitue un facteur de différenciation

salariale important : le salaire net d'un métropolitain est inférieur de plus de 1 000 euros à celui d'un domien (hors Mayotte) (**Tableau 2.2**). Ce sont les primes qui expliquent tout l'écart entre les métropolitains et les domiens ; à catégorie donnée, le TIB moyen est très proche entre eux.

Pour la suite du chapitre, le champ retenu sera désormais celui de la France métropolitaine. Pour en savoir plus sur les salaires des DOM (hors Mayotte), se référer aux **tableaux 2.12 et 2.13** mis à disposition en annexes.

**Tableau 2.1 - Salaires mensuels moyens en euros des personnels de l'Éducation nationale en 2013**

	Salaire brut	Les composantes du salaire brut			Distribution du salaire net			
		Traitement indiciaire brut (TIB)	Primes	% primes dans le salaire brut	Moyenne	Médiane	D9/D1	Salaires H/F
<b>Ensemble</b>	<b>2 979</b>	<b>2 554</b>	<b>365</b>	<b>12,3</b>	<b>2 459</b>	<b>2 307</b>	<b>1,88*</b>	<b>1,15</b>
Titulaires	3 019	2 593	366	12,1	2 495	2 334	1,85	1,16
Catégorie A	3 074	2 645	367	11,9	2 538	2 363	1,81	1,15
Catégorie B	2 493	2 026	419	16,8	2 074	2 040	1,51	1,03
Catégorie C	1 935	1 602	296	15,3	1 620	1 554	1,33	1,00
<b>Enseignants du secteur public</b>	<b>3 009</b>	<b>2 596</b>	<b>352</b>	<b>11,7</b>	<b>2 499</b>	<b>2 351</b>	<b>1,79</b>	<b>1,13</b>
1 <sup>er</sup> degré <sup>1</sup>	2 706	2 468	177	6,5	2 242	2 175	1,51	1,08
2 <sup>nd</sup> degré	3 272	2 706	504	15,4	2 721	2 592	1,82	1,08
Titulaires	3 341	2 766	513	15,4	2 782	2 641	1,76	1,08
Non-titulaires	2 397	1 956	394	16,4	1 959	1 844	1,74	1,04
<b>Enseignants du secteur privé</b>	<b>2 771</b>	<b>2 426</b>	<b>288</b>	<b>10,4</b>	<b>2 185</b>	<b>2 115</b>	<b>1,85</b>	<b>1,10</b>
1 <sup>er</sup> degré	2 483	2 357	66	2,7	1 949	1 938	1,59	1,03
Assimilés titulaires <sup>2</sup>	2 560	2 433	67	2,6	2 007	1 984	1,45	1,03
Non-titulaires	1 774	1 665	52	2,9	1 419	1 288	1,65	0,97
2 <sup>nd</sup> degré	2 913	2 460	397	13,6	2 300	2 228	1,91	1,07
Assimilés titulaires <sup>2</sup>	3 100	2 634	408	13,2	2 448	2 337	1,65	1,07
Non-titulaires	2 099	1 704	348	16,6	1 659	1 601	1,51	1,02
<b>Non-enseignants titulaires</b>	<b>3 038</b>	<b>2 431</b>	<b>555</b>	<b>18,3</b>	<b>2 537</b>	<b>2 205</b>	<b>2,81</b>	<b>1,35</b>
Catégorie A	3 844	3 062	719	18,7	3 207	2 982	2,30	1,25
Catégorie B	2 512	1 965	503	20,0	2 099	2 045	1,49	1,00
Catégorie C	1 935	1 602	296	15,3	1 620	1 554	1,33	1,00

► 1. Dont 99,95 % de titulaires.

► 2. Enseignants du privé détenteurs d'un contrat définitif et classés dans les échelles de rémunérations des titulaires du public.

Lecture : en 2013, les 10 % des postes du MEN « les mieux rémunérés » perçoivent un salaire net mensuel 1,88 fois plus élevé que les 10 % des postes du MEN « les moins bien rémunérés » (c'est le rapport interdéciles D9/D1).

► Champ : France entière (hors Mayotte).

► Source : Insee, système d'information Siasp. Traitement DEPP.

**Tableau 2.2 - Comparaison géographique des salaires des personnels de l'Éducation nationale en 2013**

	Salaire brut	Les composantes du salaire brut			Distribution du salaire net			
		Traitement indiciaire brut (TIB)	Primes	% primes dans le salaire brut	Moyenne	Médiane	D9/D1	Salaires H/F
<b>France métropolitaine</b>	<b>2 929</b>	<b>2 555</b>	<b>314</b>	<b>10,7</b>	<b>2 414</b>	<b>2 281</b>	<b>1,84</b>	<b>1,15</b>
Enseignants du 1 <sup>er</sup> degré	2 631	2 455	114	4,3	2 164	2 128	1,47	1,08
Enseignants du 2 <sup>nd</sup> degré	3 153	2 661	431	13,7	2 596	2 494	1,82	1,08
Non-enseignants titulaires	2 990	2 430	506	16,9	2 493	2 173	2,77	1,35
<b>DOM (hors Mayotte)</b>	<b>4 106</b>	<b>2 548</b>	<b>1 526</b>	<b>37,2</b>	<b>3 476</b>	<b>3 318</b>	<b>1,88</b>	<b>1,12</b>
Enseignants du 1 <sup>er</sup> degré	3 773	2 453	1 285	34,1	3 188	3 123	1,51	1,06
Enseignants du 2 <sup>nd</sup> degré	4 370	2 643	1 696	38,8	3 698	3 613	1,94	1,08
Non-enseignants titulaires	4 136	2 464	1 645	39,8	3 525	2 979	2,86	1,30

► Champ : France entière (hors Mayotte).

► Source : Insee, système d'information Siasp. Traitement DEPP.

## 2. Distribution des salaires (France métropolitaine)

### Des différences qui se creusent dans le haut des distributions des salaires

L'observation des distributions des salaires par le rapport interdéciles ne fait état que des niveaux extrêmes. Les niveaux des déciles révèlent un creusement des écarts dans le haut de distributions (**Figure 2.1**). À partir du 7<sup>e</sup> décile, les personnels non enseignants bénéficient de rémunérations plus importantes que les enseignants du public ; par ailleurs, les salaires des enseignants du privé sont, à tous les niveaux de la distribution, inférieurs à ceux des enseignants du public.

### La plupart des professeurs non titulaires (public et privé) ainsi que les catégories C non enseignantes figurent dans le bas de la distribution des salaires versés à l'Éducation nationale

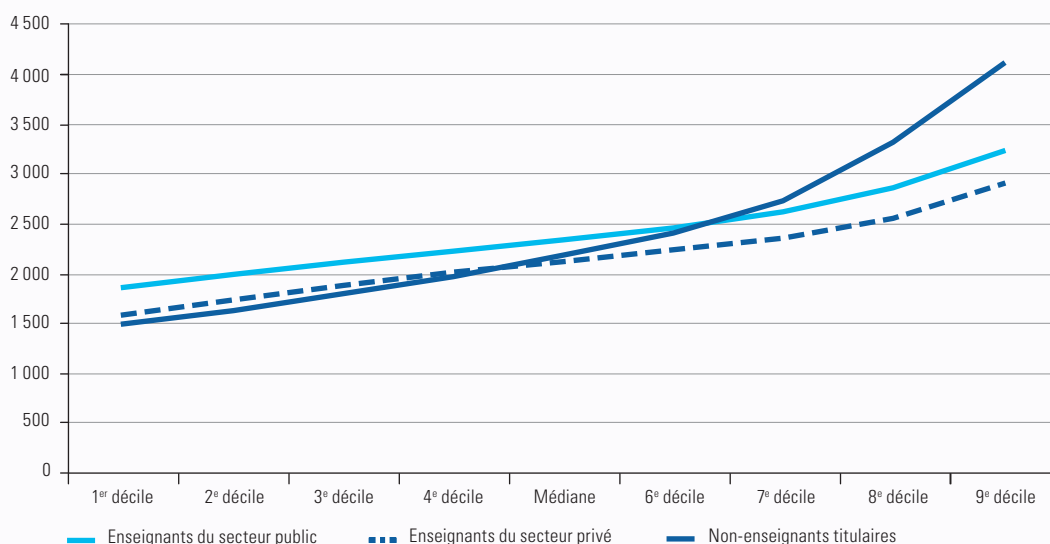
Pour comprendre la distribution des salaires des personnels à l'Éducation nationale, on peut aussi observer comment les différents corps se positionnent sur l'échelle commune des déciles, calculés toutes populations confondues. Pour 20 % des postes les moins bien rémunérés, le salaire net mensuel est inférieur à 1 920 euros. Cela concerne 61,6 % des professeurs contractuels du secteur public, 87,7 % des enseignants non titulaires du secteur privé (instituteurs suppléants

et maîtres auxiliaires) et 95,6 % des personnels non enseignants titulaires de catégorie C (**Tableau 2.3**).

Pour 20 % des postes les mieux rémunérés, le salaire net mensuel est supérieur à 2 835 euros. Cela concerne plus de huit professeurs de chaire supérieure et agrégés sur dix, la quasi-totalité des personnels de direction et d'inspection, quatre personnels administratifs, sociaux et de santé de catégorie A sur dix et près de six ingénieurs et personnels de recherche et de formation de catégorie A sur dix.

Bien que les professeurs des écoles, les certifiés et professeurs d'EPS (PEPS) ainsi que les professeurs de lycée professionnel (PLP) soient rémunérés sur la même grille indiciaire, 65,1 % des professeurs des écoles du secteur public perçoivent moins de 2 280 euros nets mensuels, qui correspond à la médiane (85,5 % dans le privé sous contrat) alors que 68,0 % des certifiés et PEPS et 77,9 % des PLP du secteur public perçoivent plus de 2 280 euros (respectivement 53,7 % et 61,8 % dans le privé sous contrat). Comme nous le verrons par la suite, ces écarts proviennent à la fois d'un accès limité à la hors classe pour les professeurs des écoles, mais également de niveaux de primes supérieurs pour les enseignants du second degré.

Figure 2.1 - Distribution du salaire net mensuel des personnels de l'Éducation nationale de France métropolitaine en 2013



► Lecture : en 2013, en France métropolitaine, les 10 % des enseignants du secteur public les moins bien rémunérés perçoivent un salaire net mensuel inférieur ou égal à 1 848 euros.

► Champ : France métropolitaine, public et privé sous contrat.

► Source : Insee, système d'information Siasp. Traitement DEPP.

Tableau 2.3 - Répartition des personnels de l'Éducation nationale selon leur niveau de salaire en 2013 (France métropolitaine)

			<= D2 (1 917 euros)	<= médiane (2 281 euros)	> médiane (2 281 euros)	> D8 (2 835 euros)	
Enseignants	<b>Titulaires</b>	<b>Public</b>	<b>13,1</b>	<b>44,9</b>	<b>55,1</b>	<b>21,2</b>	
		<b>Privé</b>	<b>23,0</b>	<b>59,6</b>	<b>40,4</b>	<b>13,2</b>	
	Professeurs des écoles	Public	22,3	65,1	34,9	4,9	
		Privé	42,5	85,5	14,5	1,1	
	Instituteurs	Public	23,7	78,6	21,4	1,2	
		Privé	97,9	99,6	0,4	0,1	
	Professeurs de chaire supérieure et agrégés	Public	0,1	2,4	97,6	82,9	
		Privé	0,4	1,6	98,4	86,1	
	Professeurs certifiés et d'EPS	Public	5,7	32,0	68,0	26,6	
		Privé	11,1	46,3	53,7	17,0	
	Professeurs de lycée professionnel	Public	3,3	22,1	77,9	34,5	
		Privé	7,0	38,2	61,8	21,7	
	PEGC et adjoints d'enseignement	Public	0,4	3,3	96,7	65,6	
		Privé	43,6	88,9	11,1	1,9	
<b>Non-titulaires</b>	<b>Public</b>	<b>61,6</b>	<b>84,2</b>	<b>15,8</b>	<b>4,4</b>		
	<b>Privé</b>	<b>87,7</b>	<b>96,0</b>	<b>4,0</b>	<b>1,0</b>		
Non-enseignants titulaires de l'Éducation nationale	<b>Ensemble</b>	<b>Ensemble</b>	<b>38,0</b>	<b>54,9</b>	<b>45,1</b>	<b>27,9</b>	
		<b>Catégorie A</b>	<b>6,0</b>	<b>23,1</b>	<b>76,9</b>	<b>52,9</b>	
		<b>Catégorie B</b>	<b>36,7</b>	<b>74,5</b>	<b>25,5</b>	<b>1,2</b>	
		<b>Catégorie C</b>	<b>95,6</b>	<b>99,3</b>	<b>0,7</b>	<b>0,1</b>	
	<b>DIEO</b>	<b>Ensemble</b>	<b>5,2</b>	<b>20,1</b>	<b>79,9</b>	<b>59,8</b>	
		P. de direction	0,0	0,1	99,9	96,5	
		P. d'inspection	0,0	0,0	100,0	99,7	
		P. d'éducation	6,8	37,5	62,5	21,4	
		P. d'orientation	23,5	56,1	43,9	11,2	
	<b>ASS</b>	<b>Ensemble</b>	<b>52,1</b>	<b>70,9</b>	<b>29,1</b>	<b>12,5</b>	
		Catégorie A	7,7	29,7	70,3	39,6	
		Catégorie B	37,5	74,4	25,6	1,3	
		Catégorie C	95,5	99,2	0,8	0,1	
	<b>ITRF</b>	<b>Ensemble</b>	<b>66,3</b>	<b>78,9</b>	<b>21,1</b>	<b>10,8</b>	
		Catégorie A	1,8	11,9	88,1	57,9	
		Catégorie B	28,9	74,8	25,2	1,0	
		Catégorie C	95,9	99,5	0,5	0,1	
	<b>Ensemble</b>			<b>20,0</b>	<b>50,0</b>	<b>50,0</b>	<b>20,0</b>

► Lecture : en 2013, en France métropolitaine, 20,0 % des agents (hors non-enseignants non titulaires) perçoivent un salaire net mensuel inférieur ou égal à 1 917 euros EQTP. Cela concerne 13,1 % des enseignants titulaires du public, 23,0 % des enseignants du privé détenteurs d'un contrat définitif, 38,0 % des non-enseignants titulaires.

► Champ : France métropolitaine, public et privé sous contrat.

► Source : Insee, système d'information Siasp. Traitement DEPP.

## B. Les rémunérations des personnels enseignants de l'Éducation nationale en 2013 en France métropolitaine

### 1. Les enseignants du secteur public

**Des salaires moins élevés dans le premier degré : moins de primes, des corps ou des grades aux grilles plus rémunératrices dans le second degré**

En 2013, dans le secteur public, en France métropolitaine, les enseignants ont en moyenne perçu un salaire mensuel net de 2 450 euros, correspondant à un salaire brut de 2 950 euros (**Tableau 2.4**). Les primes constituent 10,0 % du salaire brut et 44,4 % d'entre elles concernent les rémunérations pour heures supplémentaires.

Les enseignants titulaires des corps du premier degré ont en moyenne perçu un salaire net mensuel de 2 195 euros contre 2 730 euros pour ceux du second degré, soit une différence de 535 euros nets mensuels (correspondant à un écart brut mensuel de 630 euros). Malgré le premier versement fin 2013 de l'indemnité de suivi et d'accompagnement des élèves (ISAE) pour tous les enseignants du premier degré, le montant des primes reçues explique, comme en 2012, plus de la moitié de

Tableau 2.4 - Salaires mensuels moyens des enseignants selon le corps et l'âge (secteur public)

	Traitement indiciaire brut	Primes et indemnités			Salaire brut	Salaire net
		Montant	dont heures sup.	% primes dans le salaire brut		
<b>Ensemble</b>	<b>2 597</b>	<b>295</b>	<b>131</b>	<b>10,0</b>	<b>2 954</b>	<b>2 449</b>
<b>Moins de 30 ans</b>	<b>2 076</b>	<b>242</b>	<b>84</b>	<b>10,3</b>	<b>2 353</b>	<b>1 951</b>
<b>Plus de 50 ans</b>	<b>3 095</b>	<b>326</b>	<b>145</b>	<b>9,4</b>	<b>3 461</b>	<b>2 865</b>
<b>Enseignants du premier degré</b>	<b>2 468</b>	<b>124</b>	<b>15</b>	<b>4,7</b>	<b>2 654</b>	<b>2 195</b>
<b>Moins de 30 ans</b>	<b>2 071</b>	<b>128</b>	<b>14</b>	<b>5,7</b>	<b>2 229</b>	<b>1 844</b>
<b>Plus de 50 ans</b>	<b>2 865</b>	<b>150</b>	<b>14</b>	<b>4,9</b>	<b>3 051</b>	<b>2 522</b>
Professeurs des écoles	2 471	123	15	4,6	2 656	2 197
Moins de 30 ans	2 071	128	14	5,7	2 229	1 844
Plus de 50 ans	2 884	147	15	4,8	3 067	2 535
Instituteurs	2 304	184	8	7,2	2 548	2 103
Plus de 50 ans	2 350	217	8	8,3	2 609	2 156
<b>Enseignants du second degré</b>	<b>2 708</b>	<b>443</b>	<b>232</b>	<b>13,8</b>	<b>3 214</b>	<b>2 669</b>
<b>Moins de 30 ans</b>	<b>2 081</b>	<b>364</b>	<b>158</b>	<b>14,6</b>	<b>2 486</b>	<b>2 066</b>
<b>Plus de 50 ans</b>	<b>3 265</b>	<b>456</b>	<b>242</b>	<b>12,1</b>	<b>3 765</b>	<b>3 120</b>
<b>Enseignants titulaires du second degré</b>	<b>2 765</b>	<b>452</b>	<b>239</b>	<b>13,8</b>	<b>3 282</b>	<b>2 728</b>
<b>Moins de 30 ans</b>	<b>2 110</b>	<b>373</b>	<b>162</b>	<b>14,8</b>	<b>2 528</b>	<b>2 105</b>
<b>Plus de 50 ans</b>	<b>3 325</b>	<b>463</b>	<b>248</b>	<b>12,1</b>	<b>3 832</b>	<b>3 176</b>
Professeurs de chaire supérieure	4 254	2 268	1 912	34,2	6 622	5 620
Plus de 50 ans	4 379	2 206	1 837	33,1	6 665	5 647
Professeurs agrégés	3 387	676	460	16,3	4 151	3 460
Moins de 30 ans	2 470	577	372	18,7	3 085	2 577
Plus de 50 ans	3 994	670	444	14,2	4 724	3 925
Certifiés et PEPS	2 632	392	186	12,7	3 084	2 561
Moins de 30 ans	2 064	344	133	14,0	2 452	2 040
Plus de 50 ans	3 191	385	183	10,6	3 618	2 994
Professeur de lycée professionnel	2 707	454	215	14,1	3 224	2 680
Moins de 30 ans	2 063	391	171	15,6	2 513	2 096
Plus de 50 ans	3 169	438	197	12,0	3 649	3 024
PEGC, adjoints et chargés d'enseignement	3 212	317	129	8,9	3 554	2 939
Plus de 50 ans	3 214	316	129	8,9	3 555	2 939
<b>Maîtres auxiliaires et professeurs contractuels</b>	<b>1 967</b>	<b>324</b>	<b>140</b>	<b>13,8</b>	<b>2 340</b>	<b>1 912</b>
<b>Moins de 30 ans</b>	<b>1 895</b>	<b>303</b>	<b>129</b>	<b>13,7</b>	<b>2 219</b>	<b>1 817</b>
<b>Plus de 50 ans</b>	<b>2 086</b>	<b>322</b>	<b>134</b>	<b>13,1</b>	<b>2 454</b>	<b>2 003</b>

► Champ : France métropolitaine, public.

► Source : Insee, système d'information Siasp. Traitement DEPP.



l'écart de salaire brut. La part des primes dans le salaire brut (dont les heures supplémentaires font partie) est de 4,7 % pour les corps du premier degré et de 13,8 % pour ceux du second. L'écart restant (soit près de la moitié de la différence totale) entre le salaire brut des enseignants du premier et du second degré concerne le TIB, du fait, notamment, de la présence dans le second degré des corps d'agrégés et de professeurs de chaire supérieure, à la grille indiciaire plus favorable.

Bien que rémunérés au départ sur la même grille indiciaire, les professeurs des écoles (98 % des enseignants titulaires du premier degré) gagnent environ 430 euros de moins que les professeurs certifiés et 570 euros de moins que les professeurs de lycée professionnel (PLP), en brut mensuel. Si l'on retrouve l'impact des primes sur les différences de salaires, déjà évoqué, entre les enseignants du premier et du second degré, il reste que le TIB présente un différentiel significatif en fin de carrière, expliquant alors de manière prépondérante les écarts de salaire brut entre les professeurs des écoles (PE) et les certifiés et PLP. En revanche, comme attendu, les TIB des moins de 30 ans sont très proches entre ces trois corps enseignants. Le creusement des écarts entre PE et les corps de professeurs certifiés et de PLP avec l'avancement de la carrière résulte en grande partie de la structure par grades : 3,7 % des professeurs des écoles atteignent la hors classe contre 19,9 % des certifiés et professeurs d'EPS (PEPS) et 22,9 % des PLP (**Tableau 2.5**). De plus, contrairement aux professeurs des écoles, les certifiés et PEPS ainsi que les PLP peuvent avoir accès au grade de « bi-admissible » (aux rémunérations plus avantageuses qu'en classe normale) qui leur est accordé lorsqu'ils ont été admissibles à deux sessions du concours d'agrégation. Les professeurs des écoles ont donc en moyenne, tous grades confondus, un traitement indiciaire brut plus faible que les autres. De plus, pouvant partir à la retraite cinq ans avant leurs collègues du second degré, les anciens instituteurs devenus professeurs des écoles atteignent, en fin de carrière, des échelons moins élevés.

### **Des différences de salaires entre corps du second degré**

Les quelque 2 000 professeurs de chaire supérieure sont les enseignants les mieux rémunérés : leur salaire brut mensuel est de 6 620 euros, dont un tiers de primes, constituées majoritairement d'heures supplémentaires. Les 46 900 professeurs agrégés ont les rémunérations les plus élevées après les professeurs de chaire supérieure (4 150 euros bruts en moyenne mensuelle). Le salaire brut mensuel des professeurs certifiés et d'EPS est inférieur de 1 000 euros en moyenne à celui des agrégés dont la part des primes est de 16,3 %, soit 3,6 points de plus que

celle des professeurs certifiés et d'EPS. Les professeurs agrégés (et a fortiori de chaire supérieure), du fait de leur affectation dans le second cycle et de leur obligation réglementaire de service, ont davantage d'opportunités de compléter leur service par des heures supplémentaires. Néanmoins, l'essentiel du différentiel entre professeurs certifiés et agrégés (70 %) provient d'un TIB plus élevé chez les seconds.

L'écart entre le salaire brut des professeurs certifiés et d'EPS et des professeurs de lycée professionnel (PLP), en faveur de ces derniers, est de 140 euros par mois, correspondant pour plus de la moitié au TIB (et accessoirement à l'indemnité de résidence et au supplément familial de traitement) et pour le reste au supplément de primes perçues (dont la moitié d'heures supplémentaires).

Appartenant à des corps qui ne sont plus recrutés depuis 1986, les professeurs d'enseignement général des collèges (PEGC) et les adjoints et chargés d'enseignement doivent leur niveau de salaire plus élevé que celui des certifiés à leur ancienneté, leur grille salariale étant moins favorable.

Les enseignants non titulaires du second degré, essentiellement des contractuels, perçoivent des salaires nettement plus faibles que leurs collègues titulaires, par exemple 25 % de moins que les professeurs certifiés. L'écart, limité à 10 % parmi les enseignants de moins de 30 ans s'accroît avec l'âge. Les contractuels ont en effet peu ou pas de reconnaissance salariale de leur ancienneté, ce qu'assurent au contraire les grilles salariales des titulaires.

### **Des salaires près de 50 % plus élevés pour les enseignants titulaires en fin de carrière par rapport à leurs collègues qui débutent**

Les enseignants titulaires de 50 ans et plus gagnent en moyenne en net 37 % de plus que leurs collègues de moins de 30 ans dans le premier degré et 51 % de plus dans le second degré. Cette différence est portée presque intégralement par le TIB, même si les primes progressent également entre ces deux groupes d'âge, mais dans une moindre mesure. Le TIB (moyen) des plus de 50 ans rapporté à celui des moins de 30 ans est 39 % plus élevé chez les professeurs des écoles, près de 55 % plus élevé chez les certifiés et PLP, dépassant les 60 % chez les agrégés (**Tableau 2.4**).

L'âge est ainsi un autre motif d'écarts salariaux, le changement d'échelon et donc d'indice intervenant selon une périodicité définie, liée en majeure partie à l'ancienneté. À cet effet s'ajoute le changement de grade dans un corps, comme déjà évoqué, par promotion interne ou concours (par exemple le grade de bi-admissible ou de hors classe dans le corps des certifiés) qui accélère encore cette progression salariale. En vertu de ces mécanismes, les enseignants voient leur traitement indiciaire brut augmenter au



fil du temps. Le niveau des primes est en revanche moins lié à l'âge, excepté dans le premier degré, où les responsabilités de directeurs d'école (générant l'essentiel des primes perçues) sont confiées à des enseignants en milieu ou fin de carrière.

Comme déjà évoqué, les enseignants non titulaires font exception à ce principe de progression salariale au fil du temps. Les salaires des plus âgés d'entre eux se différencient assez peu, au contraire de ceux des titulaires, de ceux de leurs collègues plus jeunes (de l'ordre de 10 %).

**Tableau 2.5 - Salaires mensuels moyens des professeurs des écoles, des certifiés et des professeurs d'EPS et des professeurs de lycée professionnel selon le grade (secteur public)**

	Traitement indiciaire brut	Primes et indemnités			Salaire brut	Salaire net	EQTP (en %)
		Montant	dont heures sup.	% primes dans le salaire brut			
<b>Professeurs des écoles</b>	<b>2 471</b>	<b>123</b>	<b>15</b>	<b>4,6</b>	<b>2 656</b>	<b>2 197</b>	<b>100,0</b>
Classe normale	2 434	119	15	4,5	2 616	2 164	96,3
Hors classe	3 435	209	20	5,7	3 679	3 042	3,7
<b>Certifiés et PEPS</b>	<b>2 632</b>	<b>392</b>	<b>186</b>	<b>12,7</b>	<b>3 084</b>	<b>2 561</b>	<b>100,0</b>
Classe normale	2 431	384	180	13,3	2 877	2 391	77,9
Hors classe	3 423	423	210	10,9	3 896	3 226	19,9
Bi-admissible	2 581	398	198	13,0	3 050	2 535	2,1
<b>Professeur de lycée professionnel</b>	<b>2 707</b>	<b>454</b>	<b>215</b>	<b>14,1</b>	<b>3 224</b>	<b>2 680</b>	<b>100,0</b>
Classe normale	2 483	449	216	15,0	3 001	2 498	76,8
Hors classe	3 460	471	211	11,9	3 973	3 292	22,9
Bi-admissible	2 534	477	245	15,5	3 082	2 568	0,3
<b>Professeurs agrégés</b>	<b>3 387</b>	<b>676</b>	<b>460</b>	<b>16,3</b>	<b>4 151</b>	<b>3 460</b>	<b>100,0</b>
Classe normale	3 162	665	452	17,0	3 921	3 272	78,5
Hors classe	4 207	718	487	14,4	4 987	4 144	21,5

► Champ : France métropolitaine, public.

► Source : Insee, système d'information Siasp. Traitement DEPP.

## 2. Les enseignants du secteur privé sous contrat

Ce paragraphe présente les salaires des enseignants du secteur privé sous contrat. Les maîtres contractuels (détenteurs d'un contrat à titre définitif) sont classés dans les échelles de rémunérations (ECR) correspondant à celles des instituteurs ou des professeurs des écoles de l'enseignement public. Ceux du second degré privé sous contrat sont classés dans les ECR correspondant à celles des professeurs agrégés, certifiés, de lycée professionnel, etc., de l'enseignement public. Les maîtres délégués en contrat à durée déterminée ou indéterminée (CDD ou CDI), comparables aux professeurs contractuels de l'enseignement public sont classés sur l'ECR des instituteurs suppléants (pour le 1<sup>er</sup> degré) et des maîtres auxiliaires (pour le 2<sup>nd</sup> degré).

En 2013, en France métropolitaine, les enseignants du secteur privé ont en moyenne perçu un salaire net mensuel de 2 170 euros, soit en brut 2 750 euros (**Tableau 2.6**). Les primes constituent 9,8 % du salaire brut (1,7 % dans le premier degré et 13,1 % dans le second degré) ; près

de la moitié de ces primes concernent les rémunérations pour heures supplémentaires.

Les enseignants du premier degré privé ont en moyenne perçu un salaire net mensuel de 1 930 euros contre 2 290 euros pour ceux du second degré privé, soit une différence de 360 euros nets mensuels. Les instituteurs et instituteurs suppléants ont une rémunération proche du SMIC (1 122 euros nets mensuels en 2013), avec 1 400 euros nets mensuels.

Comme dans le secteur public, les différences de salaires entre le premier et le second degré entre les corps et selon l'âge se confirment dans le secteur privé. Le taux d'accès à la hors classe pour les professeurs des écoles du privé est similaire à celui du public ; il est légèrement inférieur pour les certifiés, professeurs d'EPS et de lycée professionnel du privé par rapport à ceux du public (**Tableau 2.7**).

Tableau 2.6 - Salaires mensuels moyens des enseignants selon le corps et l'âge (secteur privé)

	Traitement indiciaire brut	Primes et indemnités			Salaire brut	Salaire net
		Montant	dont heures sup.	% primes dans le salaire brut		
<b>Ensemble</b>	<b>2 427</b>	<b>269</b>	<b>132</b>	<b>9,8</b>	<b>2 754</b>	<b>2 170</b>
<b>Moins de 30 ans</b>	<b>1 926</b>	<b>217</b>	<b>97</b>	<b>10,0</b>	<b>2 160</b>	<b>1 699</b>
<b>Plus de 50 ans</b>	<b>2 868</b>	<b>280</b>	<b>137</b>	<b>8,8</b>	<b>3 183</b>	<b>2 517</b>
<b>Enseignants du premier degré</b>	<b>2 356</b>	<b>41</b>	<b>8</b>	<b>1,7</b>	<b>2 458</b>	<b>1 928</b>
<b>Moins de 30 ans</b>	<b>1 982</b>	<b>45</b>	<b>7</b>	<b>2,2</b>	<b>2 043</b>	<b>1 606</b>
<b>Plus de 50 ans</b>	<b>2 749</b>	<b>48</b>	<b>10</b>	<b>1,7</b>	<b>2 828</b>	<b>2 220</b>
Professeurs des écoles	2 453	42	8	1,6	2 556	2 002
Moins de 30 ans	2 072	50	6	2,3	2 139	1 670
Plus de 50 ans	2 785	49	10	1,7	2 864	2 248
Instituteurs	1 689	37	7	2,1	1 781	1 418
Plus de 50 ans	1 774	39	6	2,1	1 847	1 471
Instituteurs suppléants	1 666	30	12	1,7	1 754	1 403
Moins de 30 ans	1 743	31	11	1,7	1 790	1 435
Plus de 50 ans	1 622	34	18	2,0	1 698	1 351
<b>Enseignants du second degré</b>	<b>2 462</b>	<b>380</b>	<b>193</b>	<b>13,1</b>	<b>2 898</b>	<b>2 288</b>
<b>Moins de 30 ans</b>	<b>1 885</b>	<b>342</b>	<b>162</b>	<b>15,2</b>	<b>2 245</b>	<b>1 767</b>
<b>Plus de 50 ans</b>	<b>2 917</b>	<b>375</b>	<b>189</b>	<b>11,3</b>	<b>3 329</b>	<b>2 639</b>
Professeurs de chaire supérieure et agrégés	3 518	751	552	17,2	4 362	3 505
Moins de 30 ans	2 543	649	455	20,1	3 230	2 554
Plus de 50 ans	3 845	764	565	16,4	4 668	3 757
Certifiés et PEPS	2 613	370	184	12,2	3 040	2 397
Moins de 30 ans	2 077	350	157	14,3	2 446	1 914
Plus de 50 ans	2 984	357	176	10,6	3 378	2 676
Professeurs de lycée professionnel	2 655	424	205	13,5	3 136	2 477
Moins de 30 ans	2 091	380	170	15,3	2 485	1 945
Plus de 50 ans	2 997	390	177	11,4	3 420	2 712
PEGC, adjoints et chargés d'enseignement	2 177	320	141	12,6	2 546	1 996
Plus de 50 ans	2 351	288	113	10,8	2 669	2 096
Maîtres auxiliaires	1 706	331	162	15,9	2 086	1 649
Moins de 30 ans	1 694	330	164	16,2	2 041	1 617
Plus de 50 ans	1 776	313	142	14,7	2 130	1 679

► Champ : France métropolitaine, privé sous contrat.

► Source : Insee, système d'information Siasp. Traitement DEPP.

Tableau 2.7 - Salaires mensuels moyens des professeurs des écoles, des certifiés et professeurs d'EPS et des professeurs de lycée professionnel selon le grade (secteur privé)

	Traitement indiciaire brut	Primes et indemnités			Salaire brut	Salaire net	EQTP (en %)
		Montant	dont heures sup.	% primes dans le salaire brut			
<b>Professeurs des écoles</b>	<b>2 453</b>	<b>42</b>	<b>8</b>	<b>1,6</b>	<b>2 556</b>	<b>2 002</b>	<b>100,0</b>
Classe normale	2 420	41	8	1,6	2 524	1 975	96,4
Hors classe	3 352	66	20	1,9	3 442	2 733	3,6
<b>Certifiés et PEPS</b>	<b>2 613</b>	<b>370</b>	<b>184</b>	<b>12,2</b>	<b>3 040</b>	<b>2 397</b>	<b>100,0</b>
Classe normale	2 455	366	181	12,7	2 882	2 266	83,6
Hors classe	3 448	385	198	9,9	3 873	3 090	15,7
Bi-admissible	2 644	473	288	14,8	3 189	2 523	0,7
<b>Professeurs de lycée professionnel</b>	<b>2 655</b>	<b>424</b>	<b>205</b>	<b>13,5</b>	<b>3 137</b>	<b>2 477</b>	<b>100,0</b>
Classe normale	2 453	427	209	14,5	2 942	2 315	78,4
Hors classe	3 391	413	188	10,7	3 845	3 067	21,5
Bi-admissible	2 474	550	384	17,7	3 100	2 438	0,1
<b>Professeurs agrégés</b>	<b>3 510</b>	<b>725</b>	<b>527</b>	<b>16,8</b>	<b>4 327</b>	<b>3 475</b>	<b>100,0</b>
Classe normale	3 319	712	517	17,2	4 135	3 319	77,2
Hors classe	4 157	767	561	15,4	4 977	4 005	22,8

► Champ : France métropolitaine, privé sous contrat.

► Source : Insee, système d'information Siasp. Traitement DEPP.

### 3. Comparaison public/privé

En 2013, en France métropolitaine, les enseignants du secteur privé perçoivent une rémunération mensuelle nette inférieure de 12,9 % à celle de leurs collègues du secteur public, soit environ 280 euros de moins par mois (**Figure 2.2**). Dans le premier comme dans le second degré, les écarts de salaires sont essentiellement dus à des écarts de traitement indiciaires bruts (TIB) en faveur du public, mais également à un poids plus important des enseignants qui, dans le secteur privé, ne sont pas rémunérés comme des fonctionnaires titulaires (**Figure 2.3**).

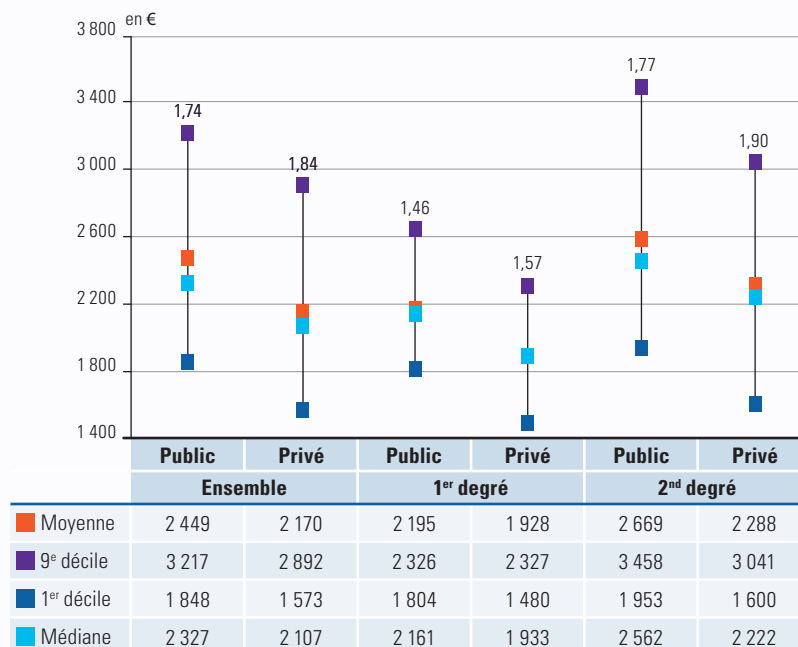
L'âge des lauréats des concours constitue une première explication : à classe d'âge identique, les enseignants du public sont plus en avance dans leur carrière que ceux du privé : les lauréats aux concours du privé sont en moyenne plus âgés que ceux du public. La création plus récente des concours du Capes et CAPLP pour le secteur privé (1995) induit également une ancienneté de carrière plus faible des enseignants du privé.

Une autre donnée permet de comprendre pourquoi, au même âge, les enseignants n'ont pas le même traitement indiciaire dans le public et dans le privé ; en effet, la profession y est encore plus féminisée : 74,4 % dans le privé contre 68,8 % dans le public ; or il est établi que les femmes interrompent plus souvent leur carrière.

Le régime des rémunérations accessoires explique aussi ces écarts de salaires ; par exemple, ce n'est pas l'État qui verse leurs rémunérations accessoires aux directeurs d'école. À l'inverse, le recours accru aux heures supplémentaires permet aux agrégés du secteur privé d'obtenir une meilleure rémunération que leurs collègues du public.

Enfin, les cotisations pour la retraite peuvent aussi expliquer l'écart salarial net : les maîtres de l'enseignement privé relèvent, pour l'assurance vieillesse, du régime général de la sécurité sociale et de régimes additionnels et complémentaires, différents de ceux auxquels sont assujettis les fonctionnaires.

**Figure 2.2 - Répartition du salaire net mensuel des enseignants par degré et secteur**

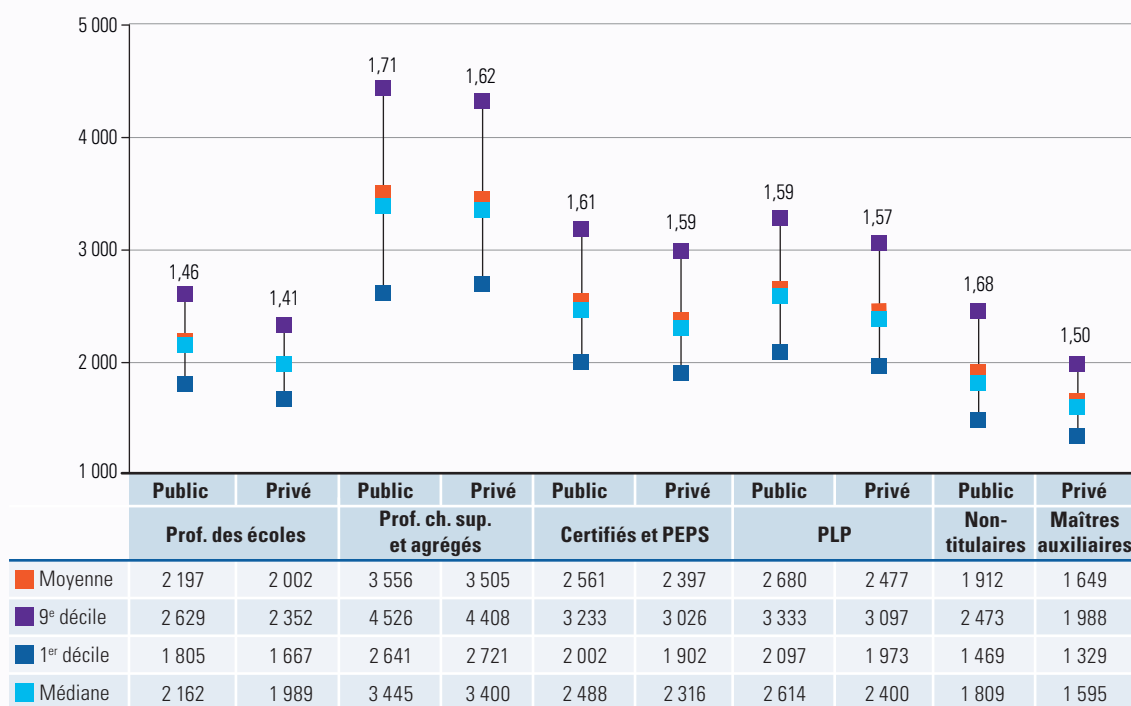


► Lecture : en 2013, en France métropolitaine, dans le secteur public, les enseignants perçoivent en moyenne une rémunération nette de 2 449 euros par mois. La moitié des enseignants du public gagnent moins de 2 327 euros nets par mois. Les 10 % des enseignants du public les mieux rémunérés (salaire net supérieur à 3 217 euros) gagnent 1,74 fois plus que les 10 % des enseignants du public les moins bien rémunérés (salaire net inférieur à 1 848 euros).

► Champ : France métropolitaine, public et privé sous contrat.

► Source : Insee, système d'information Siasp. Traitement DEPP.

Figure 2.3 - Répartition du salaire net mensuel des enseignants par corps et secteur



► Lecture : en 2013, en France métropolitaine, dans le secteur public, les 10 % des professeurs des écoles les mieux rémunérés (salaire net supérieur à 2 629 euros) gagnent 1,46 fois plus que les 10 % des professeurs des écoles les moins bien rémunérés (salaire net inférieur à 1 805 euros).

► Champ : France métropolitaine, public et privé sous contrat.

► Source : Insee, système d'information Siasp. Traitement DEPP.

## 4. Les salaires selon le sexe

Dans le secteur public comme dans le secteur privé, il existe des écarts salariaux entre hommes et femmes. Les femmes représentent 82,3 % des équivalents temps plein annualisés dans le premier degré (59,6 % dans le second degré) pour une masse salariale de 82 % (58,5 % dans le second degré).

Dans le premier degré public, le salaire net des hommes est supérieur de 8 % à celui des femmes (3 % dans le secteur privé) et, dans le second degré public, de 7 % (6 % dans le secteur privé) (**Tableaux 2.8 et 2.9 et Figure 2.4**). Les écarts entre les hommes et les femmes s'observent à la fois pour le TIB et pour les primes.

Quels que soient le corps et le secteur, les hommes, sont plus avancés dans leur carrière que ces dernières (TIB plus élevé de 1 % à 6 % selon les corps). Le salaire net moyen des hommes est 10 % plus élevé que celui des femmes dans le premier degré public, 9 % plus élevé

dans le second degré public. Dans le privé, les écarts s'accroissent également (**Tableaux 2.8 et 2.9**).

De plus, le niveau et la part des primes sont également plus élevés pour les hommes.

Parmi les professeurs des écoles du public, l'écart de primes est de 59 % entre hommes et femmes, en lien avec une relative surreprésentation des hommes dans les directions des écoles. Il en est de même, dans une moindre mesure, dans le secteur privé. En moyenne, ils perçoivent 29 % de primes de plus que les femmes dans le second degré public (23 % dans le second degré privé). Cet écart est encore plus marqué dans les corps d'agrégés et de chaire supérieure.

Dans tous les cas, quel que soit le secteur, les écarts de rémunération en défaveur des femmes sont plus importants parmi les hauts salaires que parmi les bas salaires (**Figure 2.4**). Dans le premier degré public, en haut de la

distribution des salaires, les enseignants de sexe masculin perçoivent en moyenne 300 euros de plus que les enseignants de sexe féminin (170 euros dans le secteur privé), alors que, dans le bas de la distribution des salaires, les enseignants de sexe masculin perçoivent en moyenne 65 euros de plus que les enseignants de sexe féminin (90 euros dans le secteur privé). Dans le second degré public, en haut de la distribution des salaires, les

enseignants de sexe masculin perçoivent en moyenne 255 euros de plus que les enseignants de sexe féminin (225 euros dans le secteur privé), alors que, dans le bas de la distribution des salaires, les enseignants de sexe masculin perçoivent en moyenne 80 euros de plus que les enseignants de sexe féminin (25 euros dans le secteur privé).

Tableau 2.8 - Salaires mensuels moyens des enseignants selon le corps et le sexe (secteur public)

			Traitement indiciaire brut	Primes et indemnités		Salaire brut	Salaire net
				Montant	dont heures sup.		
<b>Ensemble</b>		<b>Hommes</b>	<b>2 716</b>	<b>416</b>	<b>215</b>	<b>3 194</b>	<b>2 654</b>
		<b>Femmes</b>	<b>2 543</b>	<b>240</b>	<b>93</b>	<b>2 845</b>	<b>2 356</b>
		<b>Ratio H/F</b>	<b>1,07</b>	<b>1,73</b>	<b>2,31</b>	<b>1,12</b>	<b>1,13</b>
<b>Enseignants du premier degré</b>	<b>Ensemble 1<sup>er</sup> degré</b>	<b>Hommes</b>	<b>2 588</b>	<b>176</b>	<b>27</b>	<b>2 817</b>	<b>2 332</b>
		<b>Femmes</b>	<b>2 441</b>	<b>111</b>	<b>12</b>	<b>2 616</b>	<b>2 164</b>
		<b>Ratio H/F</b>	<b>1,06</b>	<b>1,59</b>	<b>2,25</b>	<b>1,08</b>	<b>1,08</b>
	Professeurs des écoles	Hommes	2 593	175	28	2 822	2 336
		Femmes	2 443	110	12	2 618	2 165
		<i>Ratio H/F</i>	<i>1,06</i>	<i>1,59</i>	<i>2,33</i>	<i>1,08</i>	<i>1,08</i>
<b>Enseignants du second degré</b>	<b>Ensemble 2<sup>nd</sup> degré</b>	<b>Hommes</b>	<b>2 766</b>	<b>510</b>	<b>288</b>	<b>3 341</b>	<b>2 779</b>
		<b>Femmes</b>	<b>2 666</b>	<b>395</b>	<b>191</b>	<b>3 122</b>	<b>2 590</b>
		<b>Ratio H/F</b>	<b>1,04</b>	<b>1,29</b>	<b>1,51</b>	<b>1,07</b>	<b>1,07</b>
	Professeurs de chaire supérieure et agrégés	Hommes	3 474	870	637	4 432	3 707
		Femmes	3 378	627	414	4 093	3 408
		<i>Ratio H/F</i>	<i>1,03</i>	<i>1,39</i>	<i>1,54</i>	<i>1,08</i>	<i>1,09</i>
	Certifiés, PEPS et professeurs de lycée professionnel	Hommes	2 685	453	229	3 201	2 662
		Femmes	2 620	371	166	3 049	2 530
		<i>Ratio H/F</i>	<i>1,02</i>	<i>1,22</i>	<i>1,38</i>	<i>1,05</i>	<i>1,05</i>
	PEGC, adj. et chargés d'enseignement	Hommes	3 225	327	140	3 581	2 963
		Femmes	3 201	307	119	3 531	2 917
		<i>Ratio H/F</i>	<i>1,01</i>	<i>1,07</i>	<i>1,18</i>	<i>1,01</i>	<i>1,02</i>
	Maîtres auxiliaires et professeurs contractuels	Hommes	1 993	357	168	2 401	1 960
		Femmes	1 948	299	119	2 295	1 876
		<i>Ratio H/F</i>	<i>1,02</i>	<i>1,19</i>	<i>1,41</i>	<i>1,05</i>	<i>1,04</i>

► Champ : France métropolitaine, public.

► Source : Insee, système d'information Siasp. Traitement DEPP.

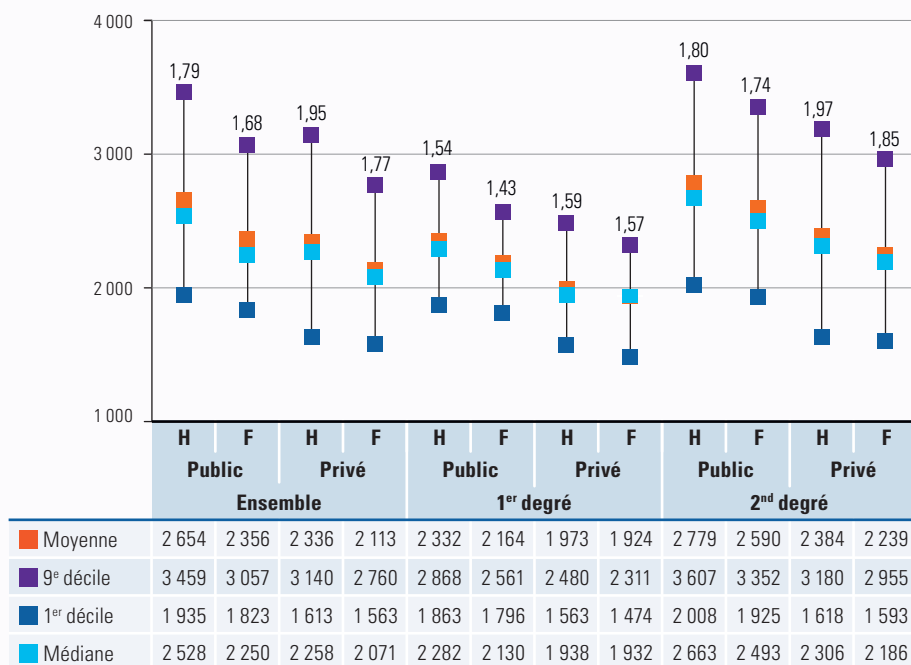
Tableau 2.9 - Salaires mensuels moyens des enseignants selon le corps et le sexe (secteur privé)

			Traitement indiciaire brut	Primes et indemnités		Salaire brut	Salaire net
				Montant	dont heures sup.		
Ensemble		Hommes	2 507	390	214	2 955	2 336
		Femmes	2 400	227	104	2 684	2 113
		Ratio H/F	1,04	1,72	2,06	1,10	1,11
Enseignants du premier degré	Ensemble 1 <sup>er</sup> degré	Hommes	2 406	57	16	2 515	1 973
		Femmes	2 351	39	8	2 452	1 924
		Ratio H/F	1,02	1,46	2,00	1,03	1,03
	Professeurs des écoles	Hommes	2 499	59	15	2 613	2 048
		Femmes	2 448	40	7	2 551	1 997
		Ratio H/F	1,02	1,48	2,14	1,02	1,03
Enseignants du second degré	Ensemble 2 <sup>nd</sup> degré	Hommes	2 520	434	241	3 014	2 384
		Femmes	2 432	352	168	2 839	2 239
		Ratio H/F	1,04	1,23	1,43	1,06	1,06
	Professeurs de chaire supérieure et agrégés	Hommes	3 576	880	675	4 558	3 671
		Femmes	3 456	613	421	4 151	3 327
		Ratio H/F	1,03	1,44	1,60	1,10	1,10
	Certifiés, PEPS et professeurs de lycée professionnel	Hommes	2 671	429	230	3 162	2 499
		Femmes	2 594	354	166	3 003	2 366
		Ratio H/F	1,03	1,21	1,39	1,05	1,06
	PEGC, adj. et chargés d'enseignement	Hommes	2 216	346	163	2 608	2 046
		Femmes	2 158	308	131	2 516	1 972
		Ratio H/F	1,03	1,12	1,24	1,04	1,04
	Maîtres auxiliaires	Hommes	1 721	354	182	2 117	1 672
		Femmes	1 698	320	152	2 070	1 637
		Ratio H/F	1,01	1,11	1,20	1,02	1,02

► Champ : France métropolitaine, privé sous contrat.

► Source : Insee, système d'information Siasp. Traitement DEPP.

Figure 2.4 - Répartition du salaire net mensuel des enseignants par degré, sexe et secteur



► Lecture : en 2013, en France métropolitaine, dans le secteur public, les enseignants de sexe masculin perçoivent en moyenne une rémunération nette de 2 654 euros par mois. La moitié des enseignants de sexe masculin du public gagnent moins de 2 528 euros nets par mois. Les 10 % des enseignants de sexe masculin du public les mieux rémunérés (salaire net supérieur à 3 459 euros) gagnent 1,79 fois plus que les 10 % des enseignants de sexe masculin du public les moins bien rémunérés (salaire net inférieur à 1 935 euros).

► Champ : France métropolitaine, public et privé sous contrat.

► Source : Insee, système d'information Siasp. Traitement DEPP.

## C. Les rémunérations des personnels non enseignants titulaires de l'Éducation nationale en 2013 en France métropolitaine

### Les catégories A perçoivent un salaire net moyen deux fois supérieur à celui des catégories C

En 2013, en France métropolitaine, les personnels non enseignants titulaires de l'Éducation nationale ont en moyenne perçu un salaire net de 2 490 euros par mois, correspondant à un salaire brut de 2 990 euros (**Tableau 2.10**). Les primes constituent 16,9 % du salaire brut.

Les personnels de catégorie A perçoivent en moyenne un salaire net mensuel deux fois plus élevé que les personnels de catégorie C (respectivement 3 150 euros et 1 590 euros) et supérieur de plus de 1 000 euros au salaire moyen des catégories B. Parmi l'ensemble des non-enseignants titulaires, l'écart entre le salaire net mensuel des 10 % les moins rémunérés et celui des 10 % les plus rémunérés est très variable selon leur catégorie (**Figure 2.5**). Cet écart est assez faible chez les agents de catégorie B (800 euros) et C (400 euros), alors qu'il atteint 2 500 euros chez ceux de catégorie A (2 300 euros pour les femmes et 2 700 euros pour les hommes).

### Les personnels de direction, d'inspection, d'éducation et d'orientation sont les personnels non enseignants les mieux rémunérés

Avec une rémunération nette moyenne de 3 275 euros par mois, les personnels de direction, d'inspection, d'éducation et d'orientation (DIEO) sont les mieux rémunérés. Les personnels de direction et d'inspection, tous âgés de plus de 30 ans, touchent en moyenne 1 700 euros de plus sur leur salaire net que les personnels d'éducation et d'orientation. Ces écarts sont liés à la fois à des grilles indiciaires plus rémunératrices et à des primes plus élevées pour les personnels de direction et d'inspection. Les primes constituent respectivement 17,3 % et 18,5 % des salaires bruts des personnels de direction et d'inspection contre 8,8 % pour les personnels d'éducation et 4,3 % pour les personnels d'orientation.

À catégorie égale, les niveaux de salaire sont proches entre les personnels administratifs, sociaux et de santé et les ingénieurs et personnels techniques de recherche et de formation.

Le salaire brut moyen des ingénieurs et personnels techniques de recherche et de formation (ITRF) est inférieur en moyenne de 200 euros, à celui des personnels administratifs, sociaux et de santé (ASS), en raison de la moindre représentation des personnels de catégorie A chez les ITRF et de la plus forte représentation des agents

de catégorie C. Au sein de chacune des catégories, les composantes du salaire brut sont très proches.

### Des différences de salaire selon l'âge

Comme pour les enseignants, c'est principalement sur le traitement indiciaire brut (TIB) que se creusent les écarts de salaire selon l'âge. Parmi les non-enseignants, le TIB (moyen) des quinquagénaires rapporté à celui des moins de 30 ans est près de 80 % plus élevé chez les personnels de catégorie A, plus de 40 % plus élevé chez les personnels de catégorie B et de moins de 20 % chez les catégories C. Le rapport est le plus fort pour les personnels administratifs sociaux et de santé de catégorie A ainsi que pour les personnels d'orientation (plus de 60 %). Le niveau des primes est en revanche peu lié à l'âge, excepté pour les personnels de direction et d'inspection dont les missions sont confiées à des agents en milieu ou fin de carrière, ainsi que pour les ingénieurs de recherche et de formation (catégorie A) dont les primes varient presque du simple au double entre les moins de 30 ans et les plus de 50 ans.

### Des différences hommes/femmes particulièrement marquées au sein des personnels de catégorie A

Parmi les personnels non enseignants titulaires de l'Éducation nationale, les femmes représentent 74,2 % des équivalents temps plein annualisés, pour une masse salariale de 68 %. À corps ou catégorie donnés, les personnels de sexe masculin sont mieux rémunérés. En 2013, le salaire net moyen des hommes est supérieur de 35 % à celui des femmes, ce qui correspond à un écart de près de 800 euros (**Tableau 2.11**). Cet écart est en partie dû au fait que les femmes sont moins nombreuses dans les corps où les rémunérations sont les plus fortes et, inversement, plus nombreuses dans les corps et catégories où les rémunérations sont les moins élevées. Elles représentent moins de la moitié des personnels de direction et d'inspection ainsi que des catégories A chez les ITRF tandis qu'elles représentent 9/10<sup>e</sup> des personnels ASS de catégorie C. Par ailleurs, les femmes sont davantage à temps partiel que les hommes, ce qui ralentit leur progression de carrière.

En outre, même au sein de chaque corps, il subsiste des écarts en faveur des hommes : en équivalent temps plein annualisé, de 5 à 7 % de plus pour les personnels de direction, d'inspection, d'éducation et d'orientation par exemple, et des écarts de 30 % parmi les catégories A des ASS. Ces écarts sont à la fois imputables à un traitement indiciaire et des primes plus élevés chez les hommes.



Tableau 2.10 - Salaires mensuels moyens des personnels non enseignants titulaires de l'Éducation nationale selon le corps et l'âge

	Traitement indiciaire brut	Primes et indemnités		Salaire brut	Salaire net
		Montant	% primes dans le salaire brut		
<b>Ensemble</b>	<b>2 430</b>	<b>506</b>	<b>16,9</b>	<b>2 990</b>	<b>2 493</b>
Moins de 30 ans	1 678	322	15,8	2 043	1 710
Plus de 50 ans	2 741	580	17,3	3 355	2 794
<b>Catégorie A</b>	<b>3 060</b>	<b>656</b>	<b>17,3</b>	<b>3 781</b>	<b>3 150</b>
Moins de 30 ans	1 956	340	14,5	2 345	1 952
Plus de 50 ans	3 492	780	18,1	4 317	3 596
<b>Catégorie B</b>	<b>1 966</b>	<b>470</b>	<b>18,9</b>	<b>2 481</b>	<b>2 070</b>
Moins de 30 ans	1 542	412	20,7	1 988	1 672
Plus de 50 ans	2 175	485	18,1	2 686	2 236
<b>Catégorie C</b>	<b>1 602</b>	<b>264</b>	<b>13,9</b>	<b>1 903</b>	<b>1 591</b>
Moins de 30 ans	1 445	240	13,9	1 726	1 450
Plus de 50 ans	1 704	271	13,6	1 994	1 661
<b>DIEO</b>	<b>3 320</b>	<b>554</b>	<b>14,1</b>	<b>3 941</b>	<b>3 275</b>
Moins de 30 ans	2 029	193	8,5	2 278	1 887
Plus de 50 ans	3 821	700	15,3	4 567	3 795
<b>Personnels de direction</b>	<b>3 923</b>	<b>837</b>	<b>17,3</b>	<b>4 834</b>	<b>4 026</b>
Plus de 50 ans	4 205	936	18,0	5 190	4 321
<b>Personnels d'inspection</b>	<b>3 955</b>	<b>912</b>	<b>18,5</b>	<b>4 937</b>	<b>4 117</b>
Plus de 50 ans	4 119	936	18,3	5 108	4 257
<b>Personnels d'éducation</b>	<b>2 674</b>	<b>263</b>	<b>8,8</b>	<b>2 998</b>	<b>2 481</b>
Moins de 30 ans	2 078	233	9,8	2 375	1 970
Plus de 50 ans	3 164	278	8,0	3 481	2 875
<b>Personnels d'orientation</b>	<b>2 582</b>	<b>117</b>	<b>4,3</b>	<b>2 751</b>	<b>2 271</b>
Moins de 30 ans	1 875	63	3,2	1 968	1 623
Plus de 50 ans	3 001	159	5,0	3 197	2 637
<b>ASS</b>	<b>2 020</b>	<b>488</b>	<b>19,1</b>	<b>2 555</b>	<b>2 136</b>
Moins de 30 ans	1 550	380	19,3	1 969	1 655
Plus de 50 ans	2 224	523	18,8	2 775	2 315
<b>Catégorie A</b>	<b>2 616</b>	<b>813</b>	<b>23,3</b>	<b>3 491</b>	<b>2 922</b>
Moins de 30 ans	1 801	628	25,5	2 465	2 069
Plus de 50 ans	2 938	894	23,1	3 876	3 241
<b>Catégorie B</b>	<b>1 971</b>	<b>463</b>	<b>18,7</b>	<b>2 478</b>	<b>2 068</b>
Moins de 30 ans	1 542	410	20,6	1 987	1 670
Plus de 50 ans	2 178	479	17,9	2 683	2 233
<b>Catégorie C</b>	<b>1 609</b>	<b>262</b>	<b>13,7</b>	<b>1 908</b>	<b>1 595</b>
Moins de 30 ans	1 445	242	14,0	1 731	1 455
Plus de 50 ans	1 713	269	13,4	2 001	1 666
<b>ITRF</b>	<b>1 834</b>	<b>453</b>	<b>19,4</b>	<b>2 333</b>	<b>1 955</b>
Moins de 30 ans	1 525	327	17,4	1 882	1 582
Plus de 50 ans	2 009	492	19,4	2 530	2 115
<b>Catégorie A</b>	<b>2 663</b>	<b>1 001</b>	<b>26,8</b>	<b>3 734</b>	<b>3 143</b>
Moins de 30 ans	1 861	669	26,2	2 556	2 152
Plus de 50 ans	3 116	1 147	26,6	4 320	3 630
<b>Catégorie B</b>	<b>1 920</b>	<b>540</b>	<b>21,5</b>	<b>2 506</b>	<b>2 097</b>
Moins de 30 ans	1 538	452	22,3	2 025	1 707
Plus de 50 ans	2 142	551	20,2	2 722	2 271
<b>Catégorie C</b>	<b>1 570</b>	<b>270</b>	<b>14,4</b>	<b>1 879</b>	<b>1 572</b>
Moins de 30 ans	1 447	233	13,6	1 711	1 437
Plus de 50 ans	1 651	285	14,6	1 958	1 633

► Champ : France métropolitaine.

► Source : Insee, système d'information Siasp. Traitement DEPP.

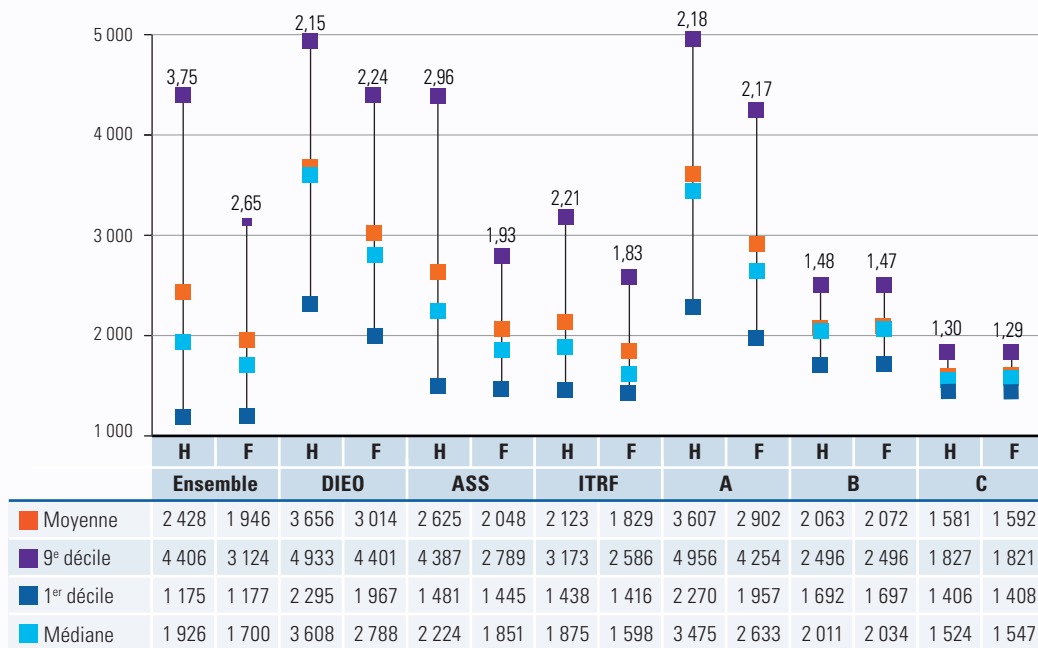
Tableau 2.11 - Salaires mensuels moyens des personnels non enseignants titulaires de l'Éducation nationale selon le corps et le sexe

		Traitement indiciaire brut	Primes et indemnités	Salaire brut	Salaire net	
<b>Ensemble</b>	<b>Hommes</b>	<b>2 913</b>	<b>711</b>	<b>3 686</b>	<b>3 079</b>	
	<b>Femmes</b>	<b>2 261</b>	<b>435</b>	<b>2 745</b>	<b>2 287</b>	
	<b>Ratio H/F</b>	<b>1,29</b>	<b>1,63</b>	<b>1,34</b>	<b>1,35</b>	
Catégorie A	Hommes	3 403	846	4 320	3 607	
	Femmes	2 873	553	3 488	2 902	
	Ratio H/F	1,18	1,53	1,24	1,24	
Catégorie B	Hommes	1 916	509	2 468	2 063	
	Femmes	1 978	461	2 484	2 072	
	Ratio H/F	0,97	1,10	0,99	1,00	
Catégorie C	Hommes	1 568	279	1 888	1 581	
	Femmes	1 607	261	1 905	1 592	
	Ratio H/F	0,98	1,07	0,99	0,99	
<b>DIEO</b>	<b>Ensemble DIEO</b>	<b>Hommes</b>	<b>3 619</b>	<b>704</b>	<b>4 394</b>	<b>3 656</b>
		<b>Femmes</b>	<b>3 116</b>	<b>451</b>	<b>3 631</b>	<b>3 014</b>
		<b>Ratio H/F</b>	<b>1,16</b>	<b>1,56</b>	<b>1,21</b>	<b>1,21</b>
	Personnels de direction	Hommes	3 987	880	4 944	4 119
		Femmes	3 851	787	4 708	3 919
		Ratio H/F	1,04	1,12	1,05	1,05
	Personnels d'inspection	Hommes	4 017	951	5 043	4 208
		Femmes	3 874	861	4 797	3 998
		Ratio H/F	1,04	1,10	1,05	1,05
	Personnels d'éducation	Hommes	2 770	289	3 119	2 581
		Femmes	2 634	252	2 949	2 440
		Ratio H/F	1,05	1,15	1,06	1,06
	Personnels d'orientation	Hommes	2 718	150	2 911	2 404
		Femmes	2 554	110	2 719	2 244
		Ratio H/F	1,06	1,36	1,07	1,07
<b>ASS</b>	<b>Ensemble ASS</b>	<b>Hommes</b>	<b>2 277</b>	<b>792</b>	<b>3 124</b>	<b>2 625</b>
		<b>Femmes</b>	<b>1 975</b>	<b>434</b>	<b>2 453</b>	<b>2 048</b>
		<b>Ratio H/F</b>	<b>1,15</b>	<b>1,82</b>	<b>1,27</b>	<b>1,28</b>
	Catégorie A	Hommes	2 887	1 271	4 228	3 565
		Femmes	2 537	678	3 274	2 733
		Ratio H/F	1,14	1,87	1,29	1,30
	Catégorie B	Hommes	1 927	489	2 458	2 052
		Femmes	1 978	459	2 482	2 070
		Ratio H/F	0,97	1,07	0,99	0,99
	Catégorie C	Hommes	1 568	268	1 877	1 572
		Femmes	1 614	262	1 912	1 598
		Ratio H/F	0,97	1,02	0,98	0,98
<b>ITRF</b>	<b>Ensemble ITRF</b>	<b>Hommes</b>	<b>1 931</b>	<b>549</b>	<b>2 529</b>	<b>2 123</b>
		<b>Femmes</b>	<b>1 761</b>	<b>380</b>	<b>2 185</b>	<b>1 829</b>
		<b>Ratio H/F</b>	<b>1,10</b>	<b>1,44</b>	<b>1,16</b>	<b>1,16</b>
	Catégorie A	Hommes	2 633	1 007	3 713	3 126
		Femmes	2 713	990	3 768	3 169
		Ratio H/F	0,97	1,02	0,99	0,99
	Catégorie B	Hommes	1 889	558	2 494	2 089
		Femmes	1 967	512	2 524	2 109
		Ratio H/F	0,96	1,09	0,99	0,99
	Catégorie C	Hommes	1 569	293	1 900	1 592
		Femmes	1 571	258	1 869	1 563
		Ratio H/F	1,00	1,14	1,02	1,02

► Champ : France métropolitaine.

► Source : Insee, système d'information Siasp. Traitement DEPP.

Figure 2.5 - Répartition du salaire net mensuel des personnels non enseignants titulaires de l'Éducation nationale selon le sexe



► Lecture : en 2013, en France métropolitaine, les personnels D1EO de sexe masculin perçoivent en moyenne une rémunération nette de 3 656 euros par mois. La moitié des personnels D1EO de sexe masculin gagnent plus de 3 608 euros nets par mois. Les 10 % des personnels D1EO de sexe masculin les mieux rémunérés (salaire net supérieur à 4 933 euros) gagnent 2,15 fois plus que les 10 % des personnels D1EO de sexe masculin les moins bien rémunérés (salaire net inférieur à 2 295 euros).

► Champ : France métropolitaine.

► Source : Insee, système d'information Siasp. Traitement DEPP.

## Annexes

Tableau 2.12 - Salaires mensuels moyens des enseignants du secteur public par corps (DOM hors Mayotte)

	Traitement indiciaire brut	Primes et indemnités		Salaire brut	Salaire net
		Montant	dont heures sup.		
<b>Ensemble</b>	<b>2 572</b>	<b>1 528</b>	<b>133</b>	<b>4 134</b>	<b>3 510</b>
<i>Ratio DOM/FM</i>	<i>1,0</i>	<i>5,2</i>	<i>1,0</i>	<i>1,4</i>	<i>1,4</i>
<b>Enseignants du premier degré</b>	<b>2 456</b>	<b>1 295</b>	<b>24</b>	<b>3 788</b>	<b>3 212</b>
<i>Ratio DOM/FM</i>	<i>1,0</i>	<i>10,4</i>	<i>1,6</i>	<i>1,4</i>	<i>1,5</i>
Professeurs des écoles	2 467	1 300	25	3 804	3 227
<i>Ratio DOM/FM</i>	<i>1,0</i>	<i>10,6</i>	<i>1,7</i>	<i>1,4</i>	<i>1,5</i>
Instituteurs	2 128	1 212	16	3 380	2 863
<i>Ratio DOM/FM</i>	<i>0,9</i>	<i>6,6</i>	<i>2,0</i>	<i>1,3</i>	<i>1,4</i>
<b>Enseignants du second degré</b>	<b>2 668</b>	<b>1 721</b>	<b>222</b>	<b>4 420</b>	<b>3 756</b>
<i>Ratio DOM/FM</i>	<i>1,0</i>	<i>3,9</i>	<i>1,0</i>	<i>1,4</i>	<i>1,4</i>
Professeurs de chaire supérieure	4 236	4 468	2 077	8 748	7 560
<i>Ratio DOM/FM</i>	<i>1,0</i>	<i>2,0</i>	<i>1,1</i>	<i>1,3</i>	<i>1,3</i>
Professeurs agrégés	3 471	2 444	532	5 966	5 100
<i>Ratio DOM/FM</i>	<i>1,0</i>	<i>3,6</i>	<i>1,2</i>	<i>1,4</i>	<i>1,5</i>
Certifiés et PEPS	2 682	1 702	199	4 416	3 762
<i>Ratio DOM/FM</i>	<i>1,0</i>	<i>4,3</i>	<i>1,1</i>	<i>1,4</i>	<i>1,5</i>
Professeurs de lycée professionnel	2 767	1 773	209	4 570	3 894
<i>Ratio DOM/FM</i>	<i>1,0</i>	<i>3,9</i>	<i>1,0</i>	<i>1,4</i>	<i>1,5</i>
PEGC, adjoints et chargés d'enseignement	3 217	1 848	128	5 075	4 313
<i>Ratio DOM/FM</i>	<i>1,0</i>	<i>5,8</i>	<i>1,0</i>	<i>1,4</i>	<i>1,5</i>
Maîtres auxiliaires et professeurs contractuels	1 825	1 238	165	3 077	2 533
<i>Ratio DOM/FM</i>	<i>0,9</i>	<i>3,8</i>	<i>1,2</i>	<i>1,3</i>	<i>1,3</i>

► Champ : DOM (hors Mayotte), public.

► Source : Insee, système d'information Siasp. Traitement DEPP.

Tableau 2.13 - Salaires mensuels moyens des personnels non enseignant titulaires de l'Éducation nationale par corps (DOM hors Mayotte)

	Traitement indiciaire brut	Primes et indemnités	Salaire brut	Salaire net moyen
<b>Ensemble</b>	<b>2 464</b>	<b>1 645</b>	<b>4 136</b>	<b>3 525</b>
<b>Ratio DOM/FM</b>	<b>1,01</b>	<b>3,25</b>	<b>1,38</b>	<b>1,41</b>
Catégorie A	3 104	2 087	5 223	4 451
Ratio DOM/FM	1,01	3,18	1,38	1,41
Catégorie B	1 647	779	2 435	2 027
Ratio DOM/FM	0,84	1,66	0,98	0,98
Catégorie C	1 603	900	2 524	2 136
Ratio DOM/FM	1,00	3,41	1,33	1,34
<b>DIEO</b>	<b>3 383</b>	<b>2 145</b>	<b>5 559</b>	<b>4 733</b>
<b>Ratio DOM/FM</b>	<b>1,02</b>	<b>3,87</b>	<b>1,41</b>	<b>1,45</b>
Personnels de direction	4 103	2 801	6 947	5 927
Ratio DOM/FM	1,05	3,35	1,44	1,47
Personnels d'inspection	4 058	2 844	6 926	5 919
Ratio DOM/FM	1,03	3,12	1,40	1,44
Personnels d'éducation	2 690	1 507	4 223	3 586
Ratio DOM/FM	1,01	5,73	1,41	1,45
Personnels d'orientation	2 451	1 244	3 715	3 132
Ratio DOM/FM	0,95	10,63	1,35	1,38
<b>ASS</b>	<b>2 009</b>	<b>1 392</b>	<b>3 426</b>	<b>2 922</b>
<b>Ratio DOM/FM</b>	<b>0,99</b>	<b>2,85</b>	<b>1,34</b>	<b>1,37</b>
Catégorie A	2 596	1 982	4 610	3 938
Ratio DOM/FM	0,99	2,44	1,32	1,35
Catégorie B	1 949	1 363	3 335	2 845
Ratio DOM/FM	0,99	2,94	1,35	1,38
Catégorie C	1 634	995	2 648	2 254
Ratio DOM/FM	1,02	3,80	1,39	1,41
<b>ITRF</b>	<b>1 829</b>	<b>1 325</b>	<b>3 184</b>	<b>2 721</b>
<b>Ratio DOM/FM</b>	<b>1,00</b>	<b>2,92</b>	<b>1,36</b>	<b>1,39</b>
Catégorie A	2 696	2 287	5 026	4 315
Ratio DOM/FM	1,01	2,28	1,35	1,37
Catégorie B	1 884	1 429	3 340	2 858
Ratio DOM/FM	0,98	2,65	1,33	1,36
Catégorie C	1 555	1 012	2 593	2 209
Ratio DOM/FM	0,99	3,75	1,38	1,41

► Champ : DOM (hors Mayotte)

► Source : Insee, système d'information Siasp. Traitement DEPP.

## 2

## POUR EN SAVOIR PLUS

« La rémunération des enseignants du MEN : en 2013, le salaire net moyen diminue de 1 % en euros constants », Note d'Information, n° 31, MENESR-DEPP, octobre 2015.

« Les salaires dans la fonction publique d'État », Insee Première n°1564, août 2015.

« Rapport annuel sur l'état de la Fonction Publique – Faits et chiffres », La documentation française, DGAFP, 2014.